

INTERGLOBAL

SQUAT

Le « Tacheles » à l'agonie

Sergio Marx

Lundi 4 avril, la mise en vente judiciaire qui devait signer l'arrêt de mort du célèbre squat berlinois « Tacheles » a été reportée. Un nouveau sursis pour ce centre emblématique de la culture alternative d'une capitale allemande victime de son succès.

Imposant immeuble en ruine, le « Tacheles » fait office de vestige d'un autre temps dans le centre d'un Berlin en plein assainissement. Il héberge environ 80 artistes qui disposent de trente ateliers ainsi que de salles d'exposition, de représentation ou de concert, sur quatre étages et une surface totale de 25.000 m². Le flâneur qui s'en approche peut s'égarer dans le terrain vague érigé en jardin botanique, s'émerveiller devant les dernières œuvres présentées par des artistes de Biélorussie, d'Argentine ou d'Italie. Il restera abasourdi par la profusion ininterrompue de graffitis et par l'ambiance post-apocalyptique qui hante les lieux. Pour se remettre de ces émotions : un petit verre au Panorama-Bar, la terrasse au dernier étage de l'immeuble avec vue d'ensemble sur la ville, et pourquoi ne pas terminer la visite par un film dans le cinéma des sous-sols ? Une expérience authentiquement berlinoise, qui sera bientôt de l'histoire ancienne.

Les environs du « Tacheles » ont bien changé depuis ses débuts en 1990. Autrefois centre commercial à l'abandon, voué au dynamitage dans une RDA sur sa fin, l'immeuble se retrouve maintenant en plein centre de la nouvelle capitale allemande, métropole cosmopolite, attirant les personnes comme les capitaux. Un petit tour dans le quartier ne trompe pas. De nombreux magasins de marque aux devantures lisses et soignées ouvrent leurs portes à une clientèle huppée et se partagent la vedette avec des restaurants onéreux ayant pignon sur rue. Avocats, médecins et archi-

tectes composent le tissu social autrefois prolétaire de cette partie de la ville. Une situation qui ne peut qu'attirer les colporteurs de projets lucratifs.

Dès 1998, l'un des plus grands promoteurs immobiliers d'Allemagne, la Fundus Gruppe, rachète le « Tacheles » à la ville pour la somme de 1,4 millions d'euros et ébauche un plan de rénovation estimé à 400 millions d'euros. Ce plan d'investissement astronomique ne se concrétisant pas, le « Tacheles » est mis sous tutelle d'une actionnaire de la Fundus Gruppe, la HSH Nordbank, qui cherche aujourd'hui à vendre. Valeur estimée de l'ensemble de l'objet : la bagatelle de 35 millions d'euros.

Bien que l'annulation de la vente de lundi paraisse de bonne augure, elle n'est qu'un court sursis probablement dû à quelques discussions de dernière heure à régler avec le futur acheteur. Et les derniers développements laissent peu de place aux interprétations. La moitié des habitants du « Tacheles » est déjà prête à quitter les lieux. L'investisseur, resté anonyme, leur aurait déboursé la somme d'un million d'euros avec ordre de déguerpir. Une paille vu le potentiel économique de l'immeuble. Pour la moitié des artistes qui a refusé l'argent, il ne reste qu'à attendre la vente

et l'expulsion qui en découlera. Les machines de déblaiement étant déjà prêtes à commencer leur besogne aux alentours du bâtiment.

Investisseurs contre squatteurs

Une affaire courante à Berlin où, comme le « Tacheles », les derniers squats hébergeant des projets associatifs ou culturels se voient obligés de fermer leurs portes, expulsés sans que de réelles solutions ne soient envisagées pour les sauvegarder. Le Liebig 14 en a fait l'expérience début février. Une légion de 2.500 policiers mobilisés pour un weekend mit fin manu militari au conflit opposant les nouveaux propriétaires et les occupants. Ils en expulsèrent les derniers, barricadés dans une chambre du bâtiment. Certaines mauvaises langues osent insinuer que le coût d'un tel déploiement aurait permis à lui seul de racheter la maison à vider.

Tout comme le « Tacheles », le Liebig 14 trouve son origine en 1990, peu après la chute du mur, où les logements abandonnés de Berlin-Est furent un eldorado pour les communautés de squatters de Berlin-Ouest. Couverts par le flou juridique de l'époque, ils vinrent s'y installer et firent fleurir les projets alternatifs, des rues entières furent occupées. Un été

La semaine prochaine :

Toute la misère du monde...

...serait-elle à Bollendorf ? Conflits armés, inégalités nord-sud, migrations, manques d'infrastructures : les petites communes luxembourgeoises doivent également faire face aux désordres mondiaux.

PHOTO : WIKIPEDIA



Pauvre, sexy mais bientôt disparu: les investisseurs veulent à tout prix raser le squat qui a fait tout le charme de la Oranienburgerstrasse à Berlin.

de l'anarchie. Mais le réveil de la réunification fut brutal. Dès novembre 1990, la ville organisa sa plus grande opération de police depuis la guerre pour déloger les 13 immeubles occupés de la Mainzer Straße. Une bataille rangée qui resta dans les annales. Si l'issue ne fut pas aussi extrême pour tous les squats, les réclamations des propriétaires, qui retrouvèrent un intérêt pour leur bien ou dont les descendants se manifestèrent, se firent pressantes. Elle se soldèrent en général par un compromis consistant à payer un loyer modeste mais à reconnaître ainsi tacitement le propriétaire comme tel, la fin du bail sonnait alors le glas de l'occupation. En particulier si, comme pour le « Tacheles », la valeur des immeubles s'est vue multipliée par trente en dix ans.

Cette flambée des prix est due aussi, comble de l'ironie, aux attractions incontournables de la ville dont

le « Tacheles » fait partie et ce, en suivant une dynamique décrite dans les années soixantes par le sociologue américain Ruth Glass : la gentrification. Constamment débattue à Berlin, elle peut se traduire par « embourgeoisement » et explique l'évolution de quartiers populaires à l'origine où s'installent des étudiants et des artistes attirés par les faibles loyers.

Gentrification : un tueur du charme culturel ?

Ces derniers y deviennent les acteurs d'une vie culturelle riche et variée qui attire à son tour un public établi de professions libérales voulant lui aussi connaître le charme particulier de ces quartiers devenus incontournables. Les investissements se multiplient alors pour rénover des bâtiments insalubres jusqu'à que les habitants d'origine ou premiers « découvreurs » du quartier doivent quit-

ter les lieux, exclus par la montée générale des prix.

Ainsi, sans le « Tacheles », pas de magasins à la mode ou de restaurants prospères dans ce quartier. Car c'est bien du public venu admirer le « Tacheles » que profitent les commerces aux alentours, une easy-jetset qui vient chercher un bout d'« authenticité » dans un bâtiment en ruine pour ensuite reprendre ses courses comme si de rien n'était. Mais si la tendance se confirme et que les derniers vestiges de cette époque finissent par disparaître, que restera-t-il à la ville à proposer aux touristes en quête de sensations fortes ? Une énième allée marchande formatée dans une ville ayant perdu son identité ? Sans vouloir réduire le potentiel touristique de Berlin aux seuls lieux alternatifs, il est légitime de se poser cette question dans une ville marquée par un chômage de 15 pour cent et où 20 pour cent des emplois sont liés au tou-

risme. Pour les élus, le mot d'ordre devrait être de trouver cet équilibre complexe entre une ouverture à l'investissement économique et la conservation de lieux qui contribuent au charme de la ville, malgré l'augmentation de leur valeur marchande. Bien que les outils institutionnels sont ici limités, la politique joue un jeu dangereux en allant trop loin dans une direction. Elle risque d'une part de perdre les projets alternatifs, ces indispensables îlots d'activité culturelle ancrant la création artistique au cœur de la cité, la rendant accessible à tous au delà de la logique marchande, et d'autre part, de réduire le sex-appeal de la ville, un point en moins pour le tourisme berlinois. La fermeture du « Tacheles » annonce la fin d'une époque et laisse douter sur la capacité de la ville à préserver ce qu'elle a d'exceptionnel.

woxx

woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: woxx soc. coop. • Redaktion und Layout: Luc Caregari (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter (susanne.hangarter@woxx.lu), Jacque Hueber (jacque.hueber@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), David Wagner (david.wagner@woxx.lu), Christiane Walerich (christiane.walerich@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. Karikaturen: Guy W. Stoons • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • Druck: c. a. press, Esch • Einzelpreis: 1,90 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 80 € (Ausland zzgl. 28 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 35 € • Konto: CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Régie, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • Recherchefonds: Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxemburg • Büros: 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxemburg • E-Mail: woxx@woxx.lu • URL: www.woxx.lu • Tel. (00352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79